



**PRÉFET
DE LA REGION
NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Décision relative à la réalisation d'une évaluation environnementale prise en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, après examen au cas par cas du projet de création d'un forage situé au 1460 route de Rancon sur la commune de Saint-Martin-de-l'If (Seine-Maritime)

**LE PRÉFET DE LA RÉGION NORMANDIE,
PRÉFET DE LA SEINE MARITIME
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des Arts et des Lettres**

- vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2, R. 122-3 et R. 122-6 ;
- vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017 modifié fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » ;
- vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de Monsieur Jean-Benoît ALBERTINI en qualité de préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- vu l'arrêté préfectoral n° SGAR/25-006 du 25 janvier 2025 portant délégation de signature à Madame Claire GRIZEZ, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;
- vu la demande d'examen au cas par cas n° 2025-5729, déposée par Monsieur Dominique LEFEBVRE, du GAEC du Pavillon, relative au projet de création d'un forage destiné à l'abreuvement d'animaux d'élevage situé au 1460 route de Rancon sur la commune de Saint-Martin-de-l'If dans le département de la Seine-Maritime, reçue complète le 23 janvier 2025 ;
- vu la consultation de l'agence régionale de santé de Normandie en date du 28 janvier 2025 ;
- vu la consultation de la direction départementale des territoires et de la mer de la Seine-Maritime en date du 28 janvier 2025 ;

Considérant la nature du projet qui consiste à réaliser un forage d'environ 100 mètres de profondeur destiné à l'abreuvement d'un troupeau de 160 bovins (70 vaches laitières, 40 génisses, 40 veaux et 10 bœufs), sur la commune de Saint-Martin-de-l'If (76), avec un volume maximal annuel prélevé de 3 600 m³ pour un débit de 5 m³/h ;

Considérant que le projet relève de la rubrique n° 27 a) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement qui concerne les « forages en profondeur, notamment les forages géothermiques, les forages pour l'approvisionnement en eau... », et qui soumet à un examen au cas

par cas les « forages pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 mètres » afin de déterminer si la réalisation d'une évaluation environnementale est nécessaire ;

Considérant la localisation du projet :

- au 1460 route de la Rancon sur la commune de Saint-Martin-de-l'If (Seine-Maritime) ;
- en dehors de tout site Natura 2000, le site le plus proche étant localisé à environ 2 kilomètres pour la zone spéciale de conservation (ZSC) « Boucles de la Seine-aval » référencée FR2300123, à environ 2,3 kilomètres de la zone spéciale de conservation de « l'Estuaire et marais de la Basse-Seine » référencée FR 2310044 ;
- en dehors de toute zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (Znieff), la Znieff de type II la plus proche étant localisée à environ 248 mètres pour « les vallées et les boisements de la Sainte-Gertrude et de la Rancon » et à environ 2 kilomètres pour la Znieff de type I « le marais de Saint-Wandrille » ;
- en dehors de toute zone couverte par un arrêté de protection de biotope ;
- en dehors de toute zone humide ou prédisposée à la présence de zones humides ;
- en dehors de tout site inscrit ou classé ;
- en dehors de toute zone de protection éloignée ou rapprochée d'un captage d'eau potable ;
- en zone de répartition des eaux (ZRE) pour ce qui concerne la nappe de l'Albien-Néocomien ;

Considérant que la phase de travaux du projet prévoit :

- une margelle bétonnée de 3 m² autour de la tête de forage ;
- une tête d'ouvrage dépassant de 50 centimètres au-dessus du sol ;
- le creusement du forage en rotation (Rotary), ainsi que la pose du tubage au diamètre 113/125 millimètres ;
- une cimentation des vingt premiers mètres autour du tubage pour ne pas polluer la nappe principale ;
- l'installation d'une pompe électrique immergée ;
- un rebouchage du forage si les débits s'avèrent insuffisants pour couvrir les besoins en eau d'abreuvement du cheptel bovin ;

Considérant que la nappe visée est la masse d'eau souterraine « Craie altérée de l'estuaire de la Seine » référencée FRHG202 ;

Considérant que le secteur se trouve en zone de répartition des eaux (ZRE) pour la nappe de l'Albien-Néocomien sous-jacente à celle de la Craie ; que cette nappe se situe à - 70 mètres NGF (nivellement général de la France) ; que le forage se trouve à + 117 mètres NGF ; qu'il atteindra une profondeur située à + 17 mètres NGF ; que le projet de forage ne touchera donc pas le toit de la nappe de l'Albien-Néocomien ;

Considérant que l'impact du prélèvement sur le bon état quantitatif des eaux superficielles (BEQESU) et sur le bon état quantitatif des eaux souterraines (BEQESO), cumulé aux prélèvements existants, est inférieur à 10 % ;

Considérant que le pétitionnaire s'engage à respecter les distances minimales, fixées par l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 ; que le forage sera équipé d'un compteur volumétrique d'eau conformément à l'article L. 214-8 du code de l'environnement ;

Considérant que la création d'une dalle de béton scellée en aplomb du forage et l'injection de ciment sur une profondeur de 20 mètres permettent de réduire le risque de contamination de la ressource ;

Considérant que le prélèvement d'eau est soumis aux restrictions pouvant être signifiées par arrêté en cas de crise hydrique affectant ces ressources en eau ;

Considérant que la réalisation du forage viendra en complément des mesures d'économie d'eau mises en place au sein de l'exploitation via un système de récupération d'eau de pluie permettant le remplissage du pulvérisateur et le nettoyage de matériel divers ; que les eaux blanches seront récupérées pour le nettoyage de la salle de traite ;

Considérant ainsi qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis et des considérations mises en avant par le pétitionnaire pour la réalisation de son projet, celui-ci n'apparaît pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine ;

DÉCIDE

Article 1

Le projet de réalisation d'un forage d'environ 100 mètres de profondeur destiné à l'abreuvement d'un troupeau de 160 bovins, situé au 1460 route de Rancon sur la commune de Saint-Martin-de-l'If (Seine-Maritime) **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations et des procédures administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas serait exigible si les éléments de contexte ou les caractéristiques du projet présentés dans la demande examinée venaient à évoluer de manière significative.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie : <http://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr>.

Fait à Rouen, le 4 mars 2025

Pour le préfet de la région Normandie et par délégations,
La directrice régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement,

Claire GRISEZ

Voies et délais de recours

Les recours gracieux, hiérarchique ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun. Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire. Il peut être gracieux ou hiérarchique et doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux

Le recours gracieux doit être adressé à :

*Monsieur le préfet de la région Normandie
Secrétariat général pour les affaires régionales
7 place de la Madeleine
CS16036
76 036 ROUEN CEDEX*

Le recours hiérarchique doit être adressé à :

*Monsieur le ministre de la Transition écologique
Ministère de la Transition écologique
Hôtel de Roquelaure
246 boulevard Saint-Germain
75 007 PARIS*

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :

*Tribunal administratif de Rouen
53 avenue Gustave Flaubert
76 000 ROUEN*

Ce dernier peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr